

Pierre Merle, spécialiste des questions scolaires « Loin de créer un “choc des savoirs”, Gabriel Attal va produire un choc d’ignorance »

L'établissement scolaire et la classe sont des petites sociétés dans lesquelles il faut créer de l'unité plutôt que de mettre à l'écart les élèves les plus faibles, estime le sociologue, qui dénonce une « pensée conservatrice ».

La réforme souhaitée par le ministre de l'éducation nationale, Gabriel Attal, sous l'appellation « choc des savoirs », est fondée sur des diagnostics erronés. Première contrevérité, le collège français n'est nullement « uniforme ». [En 2022, les collèges publics scolarisent près de 40 % d'élèves défavorisés](#). Les collèges privés en scolarisent moins de 16 %. Encore ne s'agit-il que de moyenne ! Dans les réseaux d'éducation prioritaire (REP et REP+), la proportion d'élèves d'origine populaire dépasse parfois 70 % alors qu'elle est souvent inférieure à 10 % dans les collèges privés du centre-ville des capitales régionales.

A cette ségrégation sociale interétablissement, à laquelle correspondent des différences considérables de compétences des élèves, s'ajoute, énonce notamment [une étude publiée en 2016 par le Conseil national d'évaluation du système scolaire \(Cnesco\)](#), une ségrégation intraétablissement d'une importance équivalente en raison de la multiplication des sections bilingues et européennes, des classes à horaires aménagés, des langues rares, etc.

Vouloir créer des groupes de niveau (faible, moyen, fort) dans des classes déjà homogènes est une triple erreur. D'abord, l'idée (en elle-même bienvenue) de réduire à 15 le nombre de collégiens dans les groupes de niveau d'élèves faibles profitera à des élèves moyens, voire bons, scolarisés dans les collèges très favorisés, au détriment des élèves réellement faibles scolarisés en REP.

Ensuite, en 2019, une [synthèse des recherches](#) publiée par Sciences Po Paris a montré un effet bénéfique de la mixité sociale et scolaire sur les progressions des élèves faibles, sans effet négatif sur les meilleurs. Séparer encore davantage les élèves faibles des élèves moyens et forts ne fera qu'accentuer leurs difficultés d'apprentissage.

Mixité sociale bénéfique à tous

Enfin, l'évaluation des expériences de mixité sociale réalisées en France, souligne [une note publiée en avril par le Conseil scientifique de l'éducation nationale](#), se traduit par un accroissement du bien-être de l'ensemble des élèves, y compris celui des élèves favorisés. La mixité sociale favorise aussi le développement des capacités socioémotionnelles, réduit la prévalence des stéréotypes raciaux et sociaux et, pour les élèves socialement défavorisés, améliore leur insertion professionnelle ([note de l'Institut des politiques publiques](#), publiée en novembre). Autant d'effets bénéfiques à tous les élèves. L'établissement scolaire et la classe sont des petites sociétés. Il faut créer de l'unité, non des groupes de niveau.

La seconde contrevérité du projet ministériel est d'accréditer l'idée d'un redoublement favorable aux élèves en difficulté. Un large [consensus scientifique](#) a montré que cette politique débouche sur un résultat inverse. Le redoublement produit des effets négatifs en termes d'estime de soi, de motivation et d'apprentissages ultérieurs. Les seules exceptions concernent, outre la classe de terminale, les classes de 3^e et de 2^{de} dans lesquelles les élèves faibles, en cas de redoublement, sont motivés pour éviter une orientation non choisie.

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [« Présenter le redoublement comme un remède à la baisse du niveau des élèves constitue le déni d'une triple réalité »](#)

Ajouter à vos sélections

Tout comme la création des groupes de niveau, des redoublements plus fréquents pénaliseront les élèves faibles, majoritairement d'origine défavorisée. Alors même que, pour l'école française, le constat principal

de l'édition 2022 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) est l'écart considérable entre le niveau des élèves d'origine défavorisée et favorisée, le ministre Gabriel Attal, loin de créer un choc des savoirs, va produire un choc d'ignorance fondé sur une mise à l'écart encore plus accentuée des élèves les plus faibles.

Le projet ministériel contient d'autres contradictions. Par exemple, Gabriel Attal souhaite une réforme des programmes et une labellisation des manuels scolaires, non pas en référence avec les cycles actuels de trois ans, mais avec des « *objectifs annuels* », voire « *semi-annuels* ». Finalement, après avoir dénoncé une uniformité fantasmée du collège, le ministre veut imposer un rythme de progression identique à tous les élèves alors même que, [dès l'âge de 2 ans](#), les inégalités socio-économiques différencient sensiblement leurs compétences langagières.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [PISA 2022 : une baisse sans précédent des résultats des élèves français, comme partout ailleurs dans le sillage du Covid-19](#)

De surcroît, la décision de réformer au plus vite le « socle commun » [*de connaissances, de compétences et de culture*] signifie que l'expérience des professeurs, les plus avertis des difficultés des élèves, ne sera pas prise en compte. Gabriel Attal veut renforcer leur autorité et, dans le même temps, a déjà décidé d'une modification des programmes sans même les consulter. Un bel exemple de déni de leurs compétences. Pourquoi, aussi, faut-il changer d'urgence des programmes déjà réécrits par Jean-Michel Blanquer ? Sont-ils à ce point médiocres ? Et pourquoi la nouvelle équipe ministérielle ferait-elle mieux que l'ancienne ?

Effets délétères

Dernier exemple, bien que les résultats de PISA 2022 montrent une baisse des compétences des élèves en mathématiques, le ministre a décidé la création, à la fin des classes de premières générales et technologiques, d'une nouvelle épreuve anticipée du bac consacrée aux mathématiques et à la culture scientifique. Le ministre se targue de provoquer un choc des savoirs tout en supprimant une année entière d'enseignement scientifique ! Un projet paradoxal dont la genèse tient à l'absence d'une réelle réflexion sur un problème incontournable : la crise de recrutement des professeurs, particulièrement en mathématiques.

La réforme Blanquer, en reportant le concours d'accès au professorat de la fin du master 1 à celle du master 2, a réduit l'attractivité déjà insuffisante du métier d'enseignant. Certes, Gabriel Attal souhaite revenir sur cette réforme désastreuse, mais son projet est controversé. Au mieux, une réforme ne s'appliquera qu'à la rentrée 2025. En attendant, le ministre se contente d'expédients tels que le recrutement de contractuels non formés, choix incompatible avec l'élévation du niveau scolaire des élèves.

L'analyse du projet ministériel montre les effets délétères des mesures envisagées. Groupes de niveau, redoublement, fin du collège « *uniforme* », énième réforme des programmes, renforcement de l'autorité du professeur... ne sont que les poncifs éculés de la pensée conservatrice. Ils ne répondent en rien à la crise de l'école française. En revanche, électoralistes et populistes, ces mesures sont susceptibles de servir l'ambition présidentielle de l'actuel ministre de l'éducation.

Pierre Merle est sociologue, spécialiste des questions scolaires et des politiques éducatives, et il a notamment publié « Parlons école en 30 questions » (La Documentation française, 2021).